



**COMMUNIQUE de PRESSE
du
COMITE REGIONAL CGT
OCCITANIE**



La semaine dernière, le chef de l'Etat a décidé d'imposer un couvre-feu dans plusieurs métropoles de France, dont Toulouse et Montpellier, en ce qui concerne l'Occitanie, et ce dès le samedi 17 octobre. Il est mis en place de 21 heures à 6 heures du matin. Et ce pour une durée de 4 semaines, plus 2 supplémentaires après avis du parlement.

Autour de Montpellier, 38 communes sont concernées par le couvre-feu. Autour de Toulouse, c'est 103 qui le sont.

Il est utile de rappeler que le couvre-feu est une interdiction à la population de circuler dans la rue durant une certaine période de la journée, qui est généralement la nuit et tôt le matin. À l'origine, ce dernier protégeait des incendies. Il est ensuite entré dans le vocabulaire martial, associé dans l'imaginaire collectif à l'occupation allemande ou à la guerre d'Algérie.

L'utilisation de ce terme n'est pas anodine. Ce mot fort, chargé d'évocations guerrières, vise à avoir un effet psychologique sur la population, à jouer le rôle d'une sorte d'électrochoc. Car c'est bien sur un embrasement, celui des contaminations au coronavirus, que le gouvernement tente de poser le couvercle du couvre-feu.

Le premier effet est que la France est coupée en deux parties, celle où la vie continue normalement et celle où la diffusion de la Covid-19 oblige à prendre des mesures drastiques.

Mais ces mesures prises prouvent à nouveau un manque évident de préparation de la 2^{ème} vague de ce virus. Malgré la 1^{ère} vague, aucune anticipation n'a été prise. On continue à naviguer à vue, au jour le jour !

Depuis le mois de mars, les annonces, contre-annonces, mensonges font que les salariés, les citoyens ne croient plus en ce que dit ce gouvernement.

Comment concevoir que rien n'ait été fait en termes d'augmentation de moyens pour de meilleures prises en charges des patients dans les hôpitaux. Les fermetures de lits que nous dénonçons depuis tant d'années sont au cœur des problèmes imposés à la population. Ils contraignent les stratégies possibles pour enrayer la crise sanitaire et justifient les choix politiques de la baisse des effectifs hospitaliers. Non, ce n'est pas un manque d'organisation mais bien un manque de moyens humains et financiers.

Les conditions de travail des personnels soignants ne permettent plus d'assurer les missions d'accueil de services publics dignes pour les malades. Le Ségur est calqué sur un système de primes qui ne répond en rien aux manques de moyens réels et désormais visibles de tous. Toujours dans un même schéma de primes inégalitaires, les dernières annonces ne servent que la division des personnels entre des ayants droits et les autres... Alors que les personnels sont à bout de fatigues, le gouvernement agite une nouvelle prime pour celles et ceux qui renonceraient à leurs congés. Tout cela afin d'éviter encore des embauches nécessairement massives.

Depuis des années, notre organisation syndicale dénonce les manques de moyens humains et d'équipement dans les hôpitaux. Malheureusement, cette actualité dramatique fait ressortir cette réalité de façon incompréhensible pour grand nombre de Français ! Il y aura un temps d'après où nous aurons à nous exprimer sur cette terrible crise et cela va nous permettre de mettre encore plus en avant nos propositions en matière de système de santé publique, de son financement et du financement de notre protection sociale en général.

Cela remet au centre de notre société la question de nos services publics ainsi que de notre système de production et de circuit court, portant la nécessité de sanctuariser des secteurs stratégiques répondant à des besoins fondamentaux, en l'espèce : de médicaments, de matériels médicaux, et plus largement d'une industrie assurant l'autonomie en cas de crises...

Bref, il est urgent que les directions d'hôpitaux, les décideurs au plus haut niveau, cessent cette fuite en avant. Il faut qu'ils et mesurent que la santé est une richesse commune. Nous devons pouvoir travailler dans ce domaine avec tous les moyens nécessaires, c'est une obligation ! Il est temps de soigner les salariés, les patients, et non les déficits !

Les nouvelles mesures sanitaires annoncées par le gouvernement sont toujours paradoxales. Elles vont entraîner des fermetures dans des secteurs déjà très fragilisés. Parallèlement, ces mesures ne prennent pas en compte les risques encourus par les salarié-e-s pour continuer à produire des richesses du pays. La culture est lourdement frappée alors que les étudiants, les écoliers et lycéens pourront s'entasser dans les amphithéâtres et les classes surchargées...

Toujours dans la même logique paradoxale, il est important que la population puisse bouger et réserver partout pendant les vacances de la Toussaint...

Certains politiques s'élèvent pour dire qu'il ne faut pas polémiquer ou encore qu'il faut tous faire front commun. On nous a déjà vendu cela en début d'année 2020.

Aujourd'hui, on constate que la seule liberté qui va rester est celle d'aller travailler. Dans ce monde façonné par le capital, pour une minorité, c'est bien l'économie qui doit aller de l'avant !

Pour la CGT, la santé des salariés, des citoyens est primordiale ! Nous exigeons des Services publics fortement renforcés par des embauches massives et des moyens financiers conséquents pour prendre en charge dignement les citoyens.

Toulouse, le 19 octobre 2020